



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article2059>

# **Crise politique : L'Europe passe à l'acte.**

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : lundi 6 avril 2009

---

**Union des Forces de Progrès**

---

**Suspension effective de la coopération européenne et début du cycle infernal des sanctions. L'Union Européenne a décidé lundi de clôturer les consultations avec la Mauritanie. Et de suspendre pour une période de 2 ans sa coopération avec la Mauritanie, note une dépêche AFP datée de Bruxelles.**

L'aide européenne au profit notre pays « ne pourrait reprendre sans retour à l'ordre constitutionnel » selon la même source. Le couperet est tombé lundi, en milieu d'après midi. Il consacre la fermeture des consultations entre Nouakchott et Bruxelles sur la base de l'article 96 des accords de Cotonou liant les Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à l'Union Européenne (UE), ouvertes le 20 octobre 2008 à Paris.

Plus de quatre mois de consultations et de négociations infructueuses avec une junte militaire qui n'a jamais voulu -ou su- saisir les opportunités et autres bouées de sauvetage offertes par des pays amis comme la France et l'Espagne.

Elle s'est montrée, dès le départ, intransigeante par rapport aux exigences de la communauté internationale et aux revendications de l'opposition au putsch. Le général Aziz semblait, en effet, être revenu pour "corriger" la "précipitation" du CMJD en 2005. A ce titre, sa position est immuable depuis le premier jour du putsch : imposer, coûte que coûte, son agenda à tous les acteurs.

Il n'a jamais été détourné de cet objectif qui est devenu plus ou moins clair lorsqu'on a commencé à parler de sa candidature et la perspective de rester plus longtemps au pouvoir. Ainsi, toutes les tentatives d'intercession ont échoué à cause de l'inflexibilité d'un général déterminé à conserver le pouvoir contre vents et marées.

Les programmes qui tombent ainsi à l'eau concernent notamment le 10ème Fonds Européen de Développement (FED) soit 156 millions d'euros, le reliquat du 9ème FED, les fonds spéciaux (STABEX et SYSMINE), l'appui budgétaire.....

Seul notre grand ami, le Royaume d'Espagne, a pu faire passer un maigre montant de huit millions d'euros au titre de la lutte contre l'immigration clandestine classée au rang de priorité absolue pour une question de sécurité nationale. La France a fait de son mieux. Mais au-delà, plus rien à signaler. Pour cause, impersonnels et précis, les mécanismes européens de sanctions se sont révélés incontournables malgré quelques "bonnes volontés" affichées certes de manière très timide.

Le Conseil de l'Union Européenne devrait très prochainement (s'il ne l'a pas déjà fait) adresser au général une lettre d'évaluation de la situation signifiant la clôture des négociations, la suspension de la coopération et définissant le nouveau cadre des rapports entre les deux partenaires. La décision sans date et sans numéro, prend effet à partir de sa publication au journal officiel européen.

Gros coup de pouce au front anti-putsch.

La décision de clôture des consultations entre Bruxelles et Nouakchott par la suspension de la coopération apparaît comme un coup de pouce « inattendu ? » aux forces opposées au coup d'état du 6 août 2008. Elle devrait avoir une foule de conséquences sur la nature du rapport de force au plan interne (à relativiser), une attitude plus « souple » de la junte dans le cadre d'hypothétiques futures négociations.....

Dans cette perspective, on pense notamment à un possible report de la date de l'élection présidentielle moteur de l'agenda de la junte au pouvoir depuis le 6 août 2008. Un renvoi de date de plus en plus évoqué dans le cadre de la

médiation du président sénégalais, maître Abdoulaye Wade, dont l'émissaire spécial, le ministre d'état, ministre des affaires étrangères, Cheikh Tidiane Gadio, est arrivé à Nouakchott dimanche soir. C'est dire que les conséquences politiques et économiques de la décision européenne devraient jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la crise mauritanienne.

Nos partenaires européens, qui continueront à observer une position d'attente, ont prévu une participation conditionnelle de deux millions d'euros au chapitre de l'assistance au processus électoral (prochaine élection présidentielle). Une participation sur la base de critères nets et précis auxquels les militaires n'entendent pas -du moins jusqu'ici- se soumettre.

Dans ce nouveau contexte, la question essentielle porte aujourd'hui sur les chances de réussite de la médiation sénégalaise. Une tentative de rapprochement des positions des différents protagonistes de la crise mauritanienne dont les tenants convoquent des liens très forts, tissés -comme on a l'habitude de dire- par le sang, la culture, l'histoire et la géographie .... Une manière de dire que pour le Sénégal, la Mauritanie n'est pas n'importe quel pays.

Le feu dans la case du voisin est forcément une menace pour votre paillette. Une réalité dont les protagonistes semblent bien se foutre. Certains parmi eux accusent ce voisin de chercher seulement à renforcer le camp du putsch en prônant la prise de compte du fait accompli...

Biladi (Mauritanie)